

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/529
29 mars 1951
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

Distr.double

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Septième session

Point 3 de l'ordre du jour

TEXTE PROVISOIRE DU PREMIER PACTE INTERNATIONAL RELATIF
AUX DROITS DE L'HOMME ET MESURES DE MISE EN OEUVRE

DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Memorandum du Secrétaire général

Le présent document étudie certains problèmes que posent les parties E et B de la résolution 421 (V) de l'Assemblée générale.

SOMMAIRE

	<u>Paragraphe</u>
I. Introduction.	1 - 3
II. Bref historique de la question de l'examen des droits économiques, sociaux et culturels aux fins de convention.	4 - 5
III. Observations sur le fond du problème.	6 - 71
1. Insertion, dans le même pacte, des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et des articles relatifs aux libertés civiques et politiques.	9 - 13
2. Question du choix des droits économiques, sociaux et culturels à inclure dans le projet de pacte.	4 - 30
3. Arguments en faveur d'une réglementation détaillée pour la protection des droits économiques, sociaux et culturels.	31 - 37
4. Importance des degrés différents du dévelop- pement économique et social des divers pays.	38 - 50
5. Mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels.	51 - 71

I. INTRODUCTION

1. Dans le document E/CN.4/513, le Secrétaire général a présenté à la Commission des droits de l'homme une étude d'ensemble portant sur les décisions prises à la cinquième session de l'Assemblée générale et aux onzième et douzième sessions du Conseil économique et social. La question relative à l'insertion dans le projet de pacte de dispositions traitant des droits économiques, sociaux et culturels, qui fait l'objet des paragraphes 6, 20 à 22 et 34 du document E/CN.4/513, est examinée plus en détail dans le présent memorandum.
2. La résolution 421 (V) de l'Assemblée générale est la première des résolutions reproduites dans le document E/CN.4/525. La partie E, et peut-être aussi la partie B de cette résolution (voir document E/CN.4/513, paragraphes 14, 15 et 16), touchent à la question de la rédaction des dispositions portant sur les droits économiques, sociaux et culturels.
3. La question de la collaboration de la Commission des droits de l'homme avec les institutions spécialisées et les autres organes des Nations Unies pour l'étude des droits économiques, sociaux et culturels fait l'objet d'un memorandum distinct du Secrétaire général (E/CN.4/534).

II. BREF HISTORIQUE DE LA QUESTION DE L'EXAMEN DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS AUX FINS DE CONVENTION

4. Les travaux de l'Assemblée générale qui ont abouti à l'adoption de la résolution 421 (V) sont exposés aux paragraphes 8 à 10 du document E/CN.4/513. Antérieurement, la question des droits économiques, sociaux et culturels avaient fait l'objet de débats à la onzième session du Conseil économique et social (E/AC.7/SR.139 à 141, 147 et 151). Les débats consacrés au même sujet pendant la douzième session du Conseil sont rapportés dans les comptes rendus des séances du Conseil (438ème à 442ème inclusivement).

5. Pour la discussion de la question concernant la rédaction d'articles économiques, sociaux et culturels, le Conseil était saisi à sa onzième session d'un rapport présenté par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, sur la réglementation des droits économiques et sociaux dans le pacte international relatif aux droits de l'homme (E/1752 et Corr.1). Le Conseil a entendu les déclarations des représentants de l'Organisation internationale du Travail (E/AC.7/SR. 139, page 12 et E/AC.7/SR.140, pages 4 à 6) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/AC.7/SR.141, pages 4 et 5). A la cinquième session de l'Assemblée générale, la Troisième Commission, lorsqu'elle a étudié la question des droits économiques, sociaux et culturels et celle de l'aide que les institutions spécialisées pourraient apporter, à cet effet, a entendu les déclarations des représentants de l'Organisation internationale du Travail ¹⁾ et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. ²⁾ A sa douzième session (439ème séance), le Conseil a entendu une déclaration du représentant de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

III. OBSERVATIONS SUR LE FOND DU PROBLEME

6. Au cours des débats consacrés au projet de pacte, beaucoup de représentants ont souligné que la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels est la condition préalable de la jouissance des libertés civiles et politiques, qu'au vingtième siècle ce serait un anachronisme de protéger les uns en omettant

1) Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, Cinquième session, Troisième Commission, 298ème séance, paragraphes 28 à 37; 299ème séance, paragraphes 48 à 51; et 315ème séance, paragraphes 44 à 46.

2) Ibid. 299ème séance, paragraphes 35 à 39.

de protéger les autres qu'une telle omission décevrait profondément l'opinion publique et qu'en conséquence, les principes de la Déclaration universelle, qui conçoit les droits de l'homme comme formant un tout ne pourraient être entièrement repris dans le pacte.

7. Cette tendance de l'opinion dominante des membres de l'Assemblée générale se retrouve dans le texte de la résolution 421 (V).

8. Le présent mémorandum ne vise pas à examiner en détail quant au fond les nombreuses opinions individuelles que les gouvernements ou leurs représentants ont exprimées sur la question de savoir s'il est possible ou souhaitable d'énoncer des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels. On a estimé cependant qu'il pourrait être utile de récapituler brièvement, pour la Commission, les principales tendances de l'opinion qui peuvent présenter un intérêt en ce qui concerne le problème dont la Commission est actuellement saisie. Mais il ne faut pas nécessairement conclure des citations que nous allons donner ci-dessous des déclarations faites par des gouvernements ou des représentants au sujet des divers aspects du problème, que ces représentants ou ces gouvernements étaient partisans d'inclure dans le même pacte, les droits économiques, sociaux et culturels et les libertés civiles et politiques.

1. Insertion dans le même pacte des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et des articles relatifs aux libertés civiles et politiques

9. On notera d'abord que le troisième considérant de la partie E de la résolution 421 (V) de l'Assemblée générale déclare que "la jouissance des libertés civiles et politiques et celle des droits économiques, sociaux et culturels sont liées entre elles et se conditionnent mutuellement" et que dans cette même partie E, l'Assemblée générale demande que l'on énonce clairement "dans le projet de pacte les droits économiques, sociaux et culturels, de façon à les rattacher aux libertés civiles et politiques proclamées par le projet de pacte". Cette disposition semble indiquer que le texte du pacte doit, d'une manière ou d'une autre, préciser les relations qui existent entre les libertés civiles et politique d'une part, et

les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part.

10. Parmi les relations que l'on vient de mentionner, on pourrait indiquer que la protection des droits économiques, sociaux et culturels est une condition préalable de la jouissance des libertés civiles et politiques. On pourrait également déclarer que, réciproquement, la protection des libertés civiles et politiques est une condition préalable de la protection des droits économiques, sociaux et culturels.

11. Un certain nombre de représentants ont posé en principe général que la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels est une condition préalable de la jouissance des libertés civiles et politiques (Voir notamment la déclaration du représentant du Mexique au Comité social à la onzième session du Conseil économique et social dans le document E/AC.7/SR.151, pages 10 et 11, et celle du représentant de l'URSS à la Troisième Commission de l'Assemblée générale) ³⁾.

12. Plusieurs représentants à la Troisième Commission de l'Assemblée générale ont rattaché la protection de certaines libertés civiles et politiques déterminées à la jouissance de droits économiques et culturels déterminés. On a dit que l'efficacité de l'article 3 actuel du projet de pacte, qui traite du droit à la vie, dépend de garanties concernant la santé, le travail et l'éducation qui sont les moyens dont la vie est la fin (représentant de l'Irak)⁴⁾, de la garantie concernant le droit aux moyens d'existence - droit au travail et droit à un salaire (représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine)⁵⁾ et de la protection du droit au travail et au libre choix du travail (représentant de l'URSS)⁶⁾. On a également fait observer que l'efficacité de l'article 5 actuel (interdiction de l'esclavage, de la traite des esclaves et de la servitude) dépend de la protection de droits complémentaires tels que le droit au travail et le droit à un salaire suffisant pour assurer un niveau de vie convenable (représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie). ⁷⁾ De même,

3) Ibid., 289ème séance, paragraphe 32.

4) Ibid., 298ème séance, paragraphe 64.

5) Ibid. paragraphe 51.

6) Ibid., 297ème séance, paragraphe 54.

7) Ibid., 291ème séance, paragraphe 53.

le droit syndical et le droit à la sécurité sociale ont été subordonnés au droit de voter ou au droit d'occuper une fonction publique (représentant du Mexique) ⁸⁾ et le droit sans distinction fondée sur la race, la couleur ou le sexe, de participer au Gouvernement de l'Etat, d'élire et d'être élu, de travailler et de ne pas être exploité, a été rattaché à la liberté de pensée, de conscience et de religion (représentant de la Syrie) ⁹⁾. Le représentant d'Israël a fait remarquer que le droit de vote offre peu d'avantages, pour une personne illettrée et que seuls des hommes qui sont libres du point de vue économique et social et qui ont appris à exercer leur propre jugement seront capables de maintenir les libertés civiques et de se gouverner selon une procédure démocratique. ¹⁰⁾ Le représentant des Pays-Bas a déclaré que la notion de la liberté de conscience, telle qu'elle est envisagée dans le projet de pacte, restera incomplète, si l'on ne reconnaît pas le droit des parents de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants; sa délégation a donc insisté pour que ce droit figure dans le projet de pacte ¹¹⁾.

13. L'opinion selon laquelle la protection des libertés civiques et politiques est la condition préalable de la protection des droits économiques, sociaux et culturels a été exposée à la Troisième Commission de l'Assemblée générale par les représentants du Brésil ¹²⁾ et de la Grèce. ¹³⁾

8) Ibid. 298ème séance, paragraphe 13.

9) Ibid. 299ème séance, paragraphe 55.

10) Ibid. paragraphe 25.

11) Ibid. 290ème séance, paragraphes 18 et 19.

12) Ibid. 297ème séance, paragraphe 9.

13) Ibid. 298ème séance, paragraphe 20.

2. Question du choix des droits économiques, sociaux et culturels à inclure dans le projet de pacte

14. Lorsque la Commission commencera à rédiger des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, il s'agira de définir la portée exacte de ces articles.

15. Au cours d'une séance du Comité social, à la onzième session du Conseil économique et social, le représentant de l'Australie a reconnu qu'il était difficile de donner des droits économiques et sociaux une définition qui soit universellement acceptable et que les divers pays du monde n'étaient pas tous au même stade de développement économique et social et dans le domaine de la sécurité sociale. Il a ajouté cependant que l'on pourrait probablement s'entendre pour faire figurer dans le pacte quelques droits économiques et sociaux fondamentaux (E/AC.7/SR.151, page 7).

16. On peut mentionner également certaines opinions exprimées à la Troisième Commission, au cours de la cinquième session de l'Assemblée générale. En expliquant son vote sur le projet de résolution adopté par la Troisième Commission relatif au projet de pacte, le représentant de la Belgique a déclaré que, de l'avis de sa délégation, le premier pacte ne devrait énoncer que des principes généraux sur les droits économiques, sociaux et culturels. ^{14/} (Voir également les déclarations du représentant de la Belgique à la onzième session du Conseil, document E/AC.7/SR.151, pages 7 et 8 et pages 15 et 16).

17. Le représentant de la France a déclaré qu'un premier pacte ne pourrait évidemment pas comprendre tous les droits mentionnés dans la Déclaration, ni assurer une pleine garantie aux droits qu'il énoncerait. En raison des grandes différences qui existent entre les niveaux de vie et les systèmes législatifs des divers pays, il serait impossible d'inclure dans le texte provisoire du premier pacte tous les droits économiques et sociaux qui répondraient aux aspirations de l'humanité. Tout ce que l'on peut espérer en 1951, c'est que l'on pose une première affirmation de certains de ces droits. ^{15/}

^{14/} Ibid. 318ème séance, paragraphe 28.

^{15/} Ibid. 298ème séance, paragraphes 2 et 8.

18. Le représentant de la Grèce a déclaré qu'étant donné l'étendue des droits économiques, sociaux et culturels, on ne pourrait attendre de la Commission des droits de l'homme qu'elle énonce des droits de façon complète et définitive dans le pacte. Certains droits économiques, sociaux et culturels ne pourraient donc vraisemblablement pas prendre leur forme définitive dans le pacte, ou ne pourraient y trouver place, et ils devraient faire l'objet de conventions et d'instruments ultérieurs. ^{16/}

19. La représentante de l'Inde a conclu sa déclaration en disant que les droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux devaient figurer dans le pacte, ce qui n'empêcherait pas d'élaborer une ou plusieurs conventions séparées sur la même question. On trouve un précédent à cette procédure dans l'article 14 du projet de pacte relatif à la liberté de l'information. ^{17/}

20. Le représentant du Mexique, tout en estimant qu'un pacte relatif aux droits de l'homme qui ne garantirait pas les droits économiques, sociaux et culturels, ne servirait pas davantage la cause de la liberté individuelle que les anciennes constitutions libérales du XIXème siècle, a reconnu que l'on peut concevoir que, pour des raisons économiques par exemple, un Etat ne soit pas en mesure dès maintenant de s'engager à respecter intégralement tous les droits économiques qui mériteraient de figurer dans un instrument international assurant effectivement la protection des droits de l'homme. C'est pourquoi l'élaboration d'un pacte que le plus grand nombre d'Etats pourraient signer immédiatement et que complèteraient ultérieurement des protocoles auxquels les gouvernements adhèreraient dès qu'ils se sentiraient en mesure de le faire, paraît être, pour le moment, la solution la plus sage. ^{18/}

21. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il craignait qu'il ne soit impossible d'énoncer tous les droits économiques, sociaux et culturels dans le projet de pacte dans le délai dont on dispose. C'est pourquoi il vaudrait peut-être mieux y faire figurer seulement les droits les plus essentiels et prévoir de nouveaux instruments et mesures pour d'autres droits. ^{19/}

^{16/} Ibid. 312ème séance, paragraphes 37.

^{17/} Ibid. 313ème séance, paragraphe 37.

^{18/} Ibid. 312ème séance, paragraphe 58.

^{19/} Ibid. 313ème séance, paragraphe 27. Voir 312ème séance, paragraphe 33.

22. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'il n'était pas possible de faire figurer dans le projet de pacte tous les droits économiques et sociaux concevables. Même si l'on pouvait envisager d'insérer tous les droits prévus dans les propositions de l'URSS et de la Yougoslavie, il resterait encore beaucoup de droits figurant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme qui ne seraient pas contenus dans le pacte. ^{20/}

23. Le représentant de la Yougoslavie a fait observer que sa délégation, tout en reconnaissant que le pacte ne contiendra pas tous les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, pense qu'il doit être établi dans le même esprit que la Déclaration. ^{21/}

24. On peut interpréter les observations mentionnées aux paragraphes 11 et 12 ci-dessus comme constituant implicitement des propositions visant à insérer dans le projet de pacte des dispositions relatives à des droits particuliers.

25. De plus, au cours des discussions qui ont eu lieu au Conseil et à l'Assemblée générale, on a cité, à titre d'exemple de droits économiques, sociaux et culturels, un certain nombre de droits. On trouvera, à l'Annexe III du rapport de la sixième session de la Commission des droits de l'homme (E/1681) et dans les observations que le représentant des Philippines a présentées à la sixième session de la Commission (E/CN.4/365, 2ème partie, B.2), des propositions précises faites par plusieurs membres de la Commission des droits de l'homme en vue d'introduire dans le projet de pacte de nouveaux articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels. L'amendement soumis par le représentant de l'Union soviétique à la troisième session de l'Assemblée générale ^{22/} et les observations présentées par le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine sur le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en oeuvre, tel qu'il a été rédigé lors de la sixième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/515/Add.11), contiennent également des propositions précises tendant à inclure dans le projet de pacte de nouveaux articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels.

^{20/} Ibid. 312ème séance, paragraphe 49.

^{21/} Ibid. paragraphe 27.

^{22/} Ibid. Annexes, point 63 de l'ordre du jour, document A/C.3/L.96.

26. Les diverses propositions mentionnées dans le paragraphe précédent ont trait aux droits suivants ou à certains aspects de ces droits :

- i) Le droit au travail (proposition de l'Australie, E/1681, Annexe III; du Chili, E/AC.7/SR.151, page 6 et A/C.3/SR.290, par. 56; de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 33; de la Pologne, A/PV.317, par. 63; de la Syrie, A/C.3/SR.299, par. 55; de la RSS d'Ukraine, A/C.3/SR.291, par. 8, A/PV.317, par. 73 et E/CN.4/515/Add.11, page 2; de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3 et de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- ii) Le droit au libre choix de son travail (proposition de la Pologne, A/PV.317, par. 63; de la RSS d'Ukraine, E/CN.4/515/Add.11, page 2 et de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3);
- iii) Le droit à des conditions équitables de travail (proposition de l'Australie, E/1681, Annexe III; des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2; de la Pologne, E/SR.439, page 14 et de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- iv) Le droit à être protégé contre toute exploitation de la part d'autrui (proposition de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- v) Le droit à un salaire égal pour un travail égal (proposition du Chili, E/AC.7/SR.151, page 6; de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 33; de l'Irak, A/C.3/SR.313, par. 13; des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2; de la RSS d'Ukraine, E/CN.4/515/Add.11, page 3; de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3 et de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- vi) Le droit à un salaire minimum (proposition de l'Australie, E/1681, Annexe III; proposition des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et A/C.3/SR.291, par. 19);
- vii) Le droit aux loisirs et à la limitation des heures de travail (proposition de la RSS de Biélorussie, A/C.3/SR.291, par. 54 et A/C.3/SR.299, par. 18; de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 3; des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et A/C.3/SR.291, par. 19; de la Pologne, A/PV.317, par. 63; de la RSS d'Ukraine, A/C.3/SR.291, par. 8, A/PV.317, par. 73 et E/CN.4/515/Add.11, page 3; de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3 et de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- viii) Le droit à des congés payés (proposition des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);

- ix) Le droit à un logement convenable (proposition de la RSS de Biélorussie, A/C.3/SR.291, par. 54 et A/C.3/SR.299, par. 18; de la Pologne, A/PV.317, par. 63; de la RSS d'Ukraine, E/CN.4/515/Add.11, page 3 et de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3);
- x) Le droit aux soins médicaux (proposition de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 33);
- xi) Le droit à la sécurité sociale (proposition de l'Australie, E/1681, Annexe III; de la RSS de Biélorussie, A/C.3/SR.291, par. 54 et A/C.3/SR.299, par. 18; du Chili, E/AC.7/SR.151, page 6 et A/C.3/SR.290, par. 56; de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 33, des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et A/C.3/SR.291, par. 19; de la Pologne, A/PV.317, par. 63; de la RSS d'Ukraine, A/C.3/SR.291, par. 8, A/PV.317, par. 73 et E/CN.4/515/Add.11, page 3; de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3 et de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III, articles b) et h));
- xii) Le droit à l'éducation (proposition de l'Australie, E/1681, Annexe III; de la RSS de Biélorussie, A/C.3/SR.291, par. 54 et A/C.3/SR.299, par. 18; des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et A/C.3/SR.291, par. 19; de la Pologne, A/PV.317, par. 63 et E/SR.439, page 14; de la RSS d'Ukraine, A/PV.317, par. 73 et E/CN.4/515/Add.11, page 2; de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3 et de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- xiii) Le droit à la liberté d'expression créatrice (proposition de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 33);
- xiv) Le droit de parler sa propre langue, d'étudier et de développer sa propre culture (proposition de la Syrie, A/C.3/SR.299, par. 55);
- xv) Le droit de bénéficier du progrès scientifique (proposition de la RSS d'Ukraine, E/CN.4/515/Add.11, page 2 et de l'URSS, A/C.3/L.96, page 3);
- xvi) Le droit à la liberté de la recherche scientifique (proposition de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 33);
- xvii) Le droit de propriété, en tant que droit social et économique (proposition des Pays-Bas, A/C.3/SR.297, par. 27);
- xviii) Le droit de se marier et de fonder une famille, en tant que droit social et économique (proposition des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et A/C.3/SR.291, par. 19);

- xix) Les droits syndicaux (proposition de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.291, par. 11 et A/C.3/SR.299, par. 33; des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et A/C.3/SR.291, par. 19; de la Pologne, A/PV. 317, par.63; de la RSS d'Ukraine, A/C.3/SR.291, par. 8 et E/CN.4/515/Add.11, pages 4-5 et de l'URSS, A/C.3/L.96, pages 3-4);
- xx) Le droit pour les mères et les femmes enceintes à une protection spéciale (proposition de la Tchécoslovaquie, A/C.3/SR.299, par. 33; de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- xxi) Le droit pour les enfants à une protection spéciale (proposition des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2, articles 3 et 4 (3) et A/C.3/SR.291, par. 19; de la Yougoslavie, E/1681, Annexe III);
- xxii) Le droit pour les femmes à certains avantages en ce qui concerne les conditions d'emploi (proposition des Philippines, E/CN.4/365, 2ème partie, B.2 et A/C.3/SR.291, par. 19);
- xxiii) Le droit pour les parents de choisir l'instruction religieuse qu'ils désirent donner à leurs enfants (proposition du Salvador, A/C.3/SR.291, par. 59. Voir la déclaration de caractère plus général du représentant des Pays-Bas, mentionnée au paragraphe 12 ci-dessus);
- xxiv) Droits relatifs à la nationalité, en tant que droits sociaux et économiques (proposition des Philippines, E/CN.4/365, page 77 et A/C.3/SR.291, par. 19).

27. Il y a lieu de rappeler également qu'à la douzième session du Conseil (439ème séance), le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a soumis certaines propositions pour la rédaction des dispositions relatives à l'alimentation et aux droits des agriculteurs (E/SR.439, pages 10-12) et que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a examiné la possibilité d'introduire dans le projet de pacte les dispositions relatives aux questions qui rentrent dans le domaine de ses activités (E/1752 et Corr.1).

28. Il convient de noter que dans la section B de la résolution 421 (V) qu'elle a adoptée, l'Assemblée générale considère qu'il y a lieu, dans la rédaction du pacte, de tenir compte des buts et des principes de la Charte des Nations Unies et que ces buts et ces principes doivent être mis en oeuvre avec esprit de suite et protégés sans défaillance. Dans la section E de cette même résolution,

l'Assemblée générale demande au Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme "conformément à l'esprit de la Déclaration universelle" à énoncer clairement dans le projet de pacte les droits économiques, sociaux et culturels.

29. La section E de la résolution mentionne un aspect particulier du principe de la non-discrimination, en ce sens que l'Assemblée générale a décidé de "reconnaître explicitement" dans le pacte international relatif aux droits de l'homme "l'égalité de l'homme et de la femme en ce qui concerne ces droits, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies". Cette décision peut être interprétée comme s'appliquant à l'égalité de l'homme et de la femme en ce qui concerne tous les droits et non pas seulement en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels; mais, en ce qui concerne ces derniers, l'application de ce principe implique notamment la protection des droits particuliers de tous les hommes et de toutes les femmes à recevoir un salaire égal pour un travail égal (voir à ce sujet paragraphe 26 ci-dessus) et à bénéficier d'un traitement égal dans le domaine des droits relatifs à l'éducation. Les circonstances qui ont déterminé l'inclusion dans la résolution 421 (V) de la phrase relative à l'égalité des hommes et des femmes ont été exposées dans le document E/CN.4/513, paragraphe 22. Il y a lieu d'ajouter que les représentants de la RSS de Biélorussie ^{23/} et de l'Union soviétique ^{24/} à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, et le Gouvernement de la RSS d'Ukraine (E/CN.4/515/Add.11, page 3) ont souligné l'importance du droit pour les hommes et les femmes à un traitement égal.

30. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a déclaré que sa délégation regrettait que le projet de pacte ne comporte pas un article général interdisant les mesures discriminatoires dans le domaine économique et social. Il a indiqué que sa délégation appuiera toute proposition tendant à inclure dans le pacte un article de ce genre (A/C.3/SR.288, paragraphe 29). Dans ses observations sur le projet de pacte international

^{23/} Ibid. Troisième Commission, 299^{ème} séance, paragraphe 18. Voir 291^{ème} séance, paragraphe 54.

^{24/} Ibid. Annexe, point 63 de l'ordre du jour, document A/C.3/L.96.

relatif aux droits de l'homme et les mesures de mise en oeuvre, tel qu'il a été rédigé lors de la sixième session de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a déclaré que, pour donner suite à la résolution 421 (V) (section E, paragraphe 7, alinéa b)), adoptée par l'Assemblée générale le 5 décembre 1950, on pourrait insérer dans le premier pacte un article de caractère général interdisant toute mesure discriminatoire en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, étant entendu que des dispositions détaillées relatives à ces droits figureraient dans un pacte ultérieur. Si la Commission proposait un article général de ce genre sous une forme satisfaisante, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande se prononcerait pour son insertion dans le premier pacte (E/CN.4/515/Add.12, page 14).

3. Arguments en faveur d'une réglementation détaillée pour la protection des droits économiques, sociaux et culturels

31. Certains représentants qui ont pris part à la discussion sur les droits économiques, sociaux et culturels ont exprimé l'avis que la complexité du problème de la protection de ces droits ne permet pas de faire figurer une garantie efficace dans un texte relativement court et qui contient en termes généraux des déclarations de droits.

32. A la onzième session du Conseil économique et social, le représentant de la Belgique au Comité social du Conseil a déclaré que la complexité même du problème des droits économiques et sociaux suffit à prouver qu'il est impossible d'inclure dans un texte d'ordre général une garantie efficace et de détailler cette garantie dans une seule convention (E/AC.7/SR.147, page 11).

33. Dans ses observations sur le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en oeuvre, tel qu'il a été rédigé à la sixième session de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement du Canada a fait observer que les droits économiques, sociaux et culturels ne sont pas tellement des droits reconnus à l'individu que des obligations que l'Etat doit assumer dans le domaine de la politique économique et du bien-être social; ils exigent d'ordinaire, pour être efficacement mis en oeuvre, une législation sociale détaillée et la création de rouages administratifs appropriés (E/CN.4/515/Add.13, page 6).

34. Dans ses observations sur le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en oeuvre, tel qu'il a été rédigé lors de la sixième session de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'avis que les "dispositions détaillées" qu'il désirait voir élaborer pour assurer la protection des droits économiques, sociaux et culturels, devaient figurer dans un instrument distinct (E/CN.4/515/Add.12, page 4).

35. Dans ses observations sur le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en oeuvre, tel qu'il a été rédigé lors de la sixième session de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré être toujours d'avis qu'il est difficile, sinon impossible, de définir les droits économiques, sociaux et culturels et les limitations que les Etats sont autorisés à leur apporter, en termes suffisamment précis pour que

ces droits soient efficacement garantis et sous une forme qui soit en même temps acceptable pour tous; il a ajouté qu'il est improbable que l'on parvienne à mener cette tâche à bien en une seule session de la Commission des droits de l'homme. En tout cas, il ne conviendrait pas d'insérer lesdits droits dans le pacte (E/CN.4/515/Add.8, page 4).

36. Le représentant de l'Organisation internationale du Travail à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a déclaré que les instruments internationaux qui concernent les droits économiques et sociaux doivent être élaborés de façon détaillée car les diverses interprétations des déclarations d'ordre général peuvent compromettre la reconnaissance de ces droits à tous les individus. L'expérience acquise par l'Organisation internationale du Travail montre que les principes généraux ne suffisent pas à assurer la reconnaissance des droits économiques et sociaux; ^{25/} (voir également la déclaration du représentant de l'OIT au Comité social, onzième session du Conseil, document E/AC.7/SR.140, page 6).

37. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a exposé le point de vue de l'UNESCO suivant lequel le pacte serait incomplet et ne saurait exprimer les aspirations de l'humanité si l'on omettait des dispositions concernant les droits économiques, sociaux et culturels dont le principe a été approuvé par les Nations Unies. A ce sujet, il a tenu à préciser que la mise en oeuvre de tous les principes contenus dans les articles 26 et 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne peut être réalisée qu'au moyen de conventions techniques qu'il est impossible de mettre au point immédiatement. La préparation de ces conventions incombe à l'UNESCO aux termes de son Acte constitutif. Les problèmes soulevés au seul article 26, paragraphe 1, nécessiteront plusieurs conventions. ^{26/}

^{25/} Ibid., Troisième session, deuxième partie, Troisième Commission, 198ème séance, paragraphe 31.

^{26/} Ibid., Cinquième session, Troisième Commission, 299ème séance, paragraphes 36 et 37.

4. Importance des degrés différents du développement économique et social des divers pays

38. Un certain nombre de gouvernements et de représentants ont signalé que, puisque tous les pays n'ont pas atteint le même degré de développement économique et social, ce serait manquer de réalisme que de s'attendre à voir accepter par tous les Etats les mêmes normes dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels.

39. Le représentant de l'Argentine à la Troisième Commission, lors de la cinquième session de l'Assemblée générale, a reconnu qu'il était vrai que les pays insuffisamment développés, dont le développement économique se poursuit encore, pourraient trouver moins facile de garantir les droits économiques, sociaux et culturels. L'Organisation des Nations Unies devrait donc s'efforcer tout particulièrement de découvrir une formule technique qui permettrait l'application universelle de ces droits²⁷⁾.

40. Le représentant de la Chine à la même Commission a fait remarquer que les pays qui ont accumulé de grandes richesses à la suite de la révolution industrielle ont pu utiliser en partie ces richesses pour assurer à leurs citoyens une meilleure instruction primaire. Le développement de l'instruction a facilité la conquête et le respect des droits de l'homme dans les pays évolués, en sorte que les pays insuffisamment développés se sont trouvés, à cet égard, relativement désavantagés. Cette inégalité, due à des facteurs économiques, pourrait amener les pays insuffisamment développés à hésiter à se joindre aux pays plus avancés pour adopter un pacte relatif aux droits de l'homme. Le représentant de la Chine ne pensait pas qu'il pût être remédié à cet état de choses par le simple exercice d'une pression qui prendrait la forme de plaintes multiples.²⁸⁾

41. Le représentant de l'Inde au Comité social, à la onzième session du Conseil, et à la troisième Commission de l'Assemblée générale, a appelé l'attention sur les graves différences existant entre les Etats Membres quant

27) Ibid, paragraphe 41.

28) Ibid, 301ème séance, paragraphe 22.

à leur structure économique et sociale. La structure économique est si variable qu'il est extrêmement difficile, comme le prouve l'oeuvre de l'Organisation internationale du travail, de formuler des normes économiques universelles.

Il se peut que l'application des droits économiques et sociaux comporte des engagements matériels et financiers que bien des gouvernements ne pourraient pas remplir (voir les documents E/AC.7/SR.147, p. 31, E/AC.7/SR.151, page 5 et A/C.3/SR.299²⁹⁾, paragraphe 12. Voir aussi E/CN.4/515/Add.14, page 3).

42. Le représentant du Liban a déclaré à la 317ème séance plénière de l'Assemblée générale que les droits économiques, sociaux et culturels diffèrent des droits personnels et civiques en ce sens que leur mise en application implique l'existence de certaines conditions économiques, politiques et sociales qui ne dépendent pas de la simple volonté de l'autorité ou du gouvernement³⁰⁾.

43. Le représentant des Pays-Bas à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a affirmé que la protection des droits économiques, sociaux et culturels dépend dans une grande mesure des conditions politiques, sociales, financières et économiques qui règnent dans chaque pays. Cela est spécialement vrai des droits comme le droit au travail ou le droit à la sécurité sociale, dont l'application peut entraîner des sacrifices considérables de la part de la communauté nationale dans son ensemble³¹⁾.

44. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à la même Commission a déclaré que l'on ne saurait définir l'étendue des droits économiques et culturels que l'Etat doit accorder à ses ressortissants sans tenir compte des différences existant entre les conceptions économiques et politiques des divers pays³²⁾.

45. Le représentant des Etats-Unis au Comité social du Conseil a également appelé l'attention sur les graves différences économiques existant entre les divers Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui rendraient difficile, sinon impossible, la rédaction d'un texte applicable comprenant des droits économiques sur lesquels tout le monde serait d'accord (E/AC.7/SR.151, page 4).

29) Ibid., 299ème séance.

30) Ibid., Séances plénières, 317ème séance, paragraphe 119.

31) Ibid., Troisième Commission, 297ème séance, paragraphe 26 et 307ème séance, paragraphe 3.

32) Ibid., 227ème séance, paragraphe 12.

46. Le représentant du Venezuela à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a fait remarquer que les droits sociaux dont il s'agit ont une base économique et entraînent des dépenses de la part de l'Etat. Par exemple, l'introduction de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans un pacte aurait des conséquences économiques et financières importantes³³⁾.

47. Le représentant de la Yougoslavie à la même Commission a dit que sa délégation comprenait que, du fait des graves différences qui existent entre les genres de vie des différents pays, il ne serait guère aisé d'incorporer au pacte des dispositions équitables et acceptables en ce qui concerne les droits économiques et sociaux. Toutefois, il a ajouté qu'il faut faire l'effort nécessaire³⁴⁾. On se souvient que la délégation yougoslave a présenté, à la Troisième Commission de l'Assemblée générale un amendement³⁵⁾ qui, après modification, est devenu la partie E de la résolution 421 (V).

48. Le représentant de la Belgique à la onzième session du Conseil s'est demandé, par ailleurs, si des divergences aussi importantes que celles que l'on constate dans les degrés du développement économique et social des divers pays, n'existaient pas dans d'autres domaines, par exemple dans le domaine du développement juridique ou dans celui des droits civils (E/AC.7/SR.151, page 8).

49. Le Secrétaire général se permet d'attirer l'attention sur l'article 22 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dit notamment que toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays."

50. Le Secrétaire général se permet de formuler l'avis que la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels peut dépendre du degré du développement économique et social des divers pays (voir paragraphes 51 à 71 ci-après).

33) Ibid., 298ème séance, paragraphe 43.

34) Ibid., paragraphe 19.

35) Ibid., Annexes, point 63 de l'ordre du jour, document A/C.3/L.92.

5. Mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels

51. A la suite de la communication du questionnaire sur les mesures de mise en oeuvre (E/1371, Annexe III, deuxième partie), certains gouvernements ont fait parvenir leurs observations sur la question de la mise en oeuvre des droits économiques et sociaux dans le cas où ces droits seraient inclus dans le Pacte.

52. Les Gouvernements de l'Inde et de la Yougoslavie ont estimé que les droits économiques et sociaux, s'ils sont inclus dans le Pacte, devront être mis en vigueur de la même manière que les autres articles du Pacte (E/CN.4/353/Add.9, page 2 et E/CN.4/353/Add.5, page 2).

53. Le Gouvernement des Pays-Bas a répondu en indiquant que, pour le moment, il ne jugeait pas souhaitable de faire figurer dans le Pacte des dispositions relatives à des questions économiques ou sociales ; le Gouvernement des Pays-Bas a ajouté que dans ce cas il serait difficile d'adopter des mesures de mise en oeuvre différentes pour les sections du Pacte relatives à des questions de cet ordre (E/CN.4/353/Add.6, page 7).

54. Le Gouvernement d'Israël a répondu qu'il était impossible de donner des indications précises au sujet de l'application des droits économiques et sociaux aussi longtemps que la nature et la portée de ces droits n'auront pas été définies, mais il a ajouté qu'il faudrait veiller à ne pas empiéter sur les droits dont les institutions spécialisées compétentes actuelles sont déjà dotées en matière de mise en oeuvre (E/CN.4/353/Add.4, pages 3 et 8).

55. Le Gouvernement des Philippines a estimé qu'il faudrait confier au Conseil économique et social la mise en oeuvre des articles relatifs aux questions économiques et sociales (E/CN.4/353/Add.3, page 11).

56. Des observations pertinentes ont été également faites au cours des débats relatifs au projet de Pacte au Conseil économique et social (onzième session) et à la Troisième Commission de l'Assemblée générale (cinquième session).

57. D'après certains représentants, la protection des droits économiques, sociaux et culturels exige des mesures de mise en oeuvre différentes de celles que nécessite la protection des droits civiques et politiques.

58. Le représentant de l'Australie au Comité social du Conseil, à sa onzième session, a déclaré que les dispositions relatives à la mise en oeuvre figurant dans le texte provisoire du Pacte devraient certainement être remaniées, voire même revisées, si, comme certains membres du Comité le désirent, des articles

relatifs aux droits économiques et sociaux devraient figurer dans le projet de Pacte (E/AC.7/SR.147, page 14 et E/AC.7/SR.150, page 14).

59. Le représentant du Canada au Comité social du Conseil, à la même session, a déclaré que, au premier abord, si la méthode d'application envisagée n'était pas modifiée, il semblerait plus simple d'englober les articles relatifs aux droits économiques et sociaux dans le projet de Pacte ; mais, si l'on devait renforcer les modalités d'application prévues, il serait sans doute préférable d'avoir un pacte distinct. Etant donné que pour faire reconnaître d'une manière générale tous les concepts et les droits économiques et sociaux, il a fallu plus de temps que pour les droits civils et politiques et que l'évolution n'a pas suivi le même cours dans les diverses parties du monde, il pourrait être plus judicieux de prévoir pour leur mise en oeuvre un mécanisme différent. Toutefois, la délégation du Canada s'est réservé le droit de ne formuler d'opinion définitive que quand la Commission des droits de l'homme aura terminé sa tâche (E/AC.7/SR.151, pages 9 et 10). Lorsque le représentant du Canada a expliqué son abstention au cours du vote de la résolution adoptée par la Troisième Commission au sujet du projet de Pacte, ce représentant a déclaré que, lorsqu'il s'est agi de se prononcer sur les différentes parties de la résolution, le vote de sa délégation a été, à plusieurs reprises, négatif, notamment sur la question de l'inclusion dans le Pacte des droits économiques, culturels et sociaux. La délégation canadienne estime que cette inclusion rendrait la mise en oeuvre du Pacte difficile, sinon impossible ³⁶⁾.

60. A la Troisième Commission de l'Assemblée générale, le représentant de la France a déclaré que du fait que les droits économiques et sociaux ont un caractère technique, il serait peut-être nécessaire de prévoir des dispositions spéciales pour leur mise en oeuvre ³⁷⁾.

61. Le représentant de l'Uruguay à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a déclaré qu'on ne pouvait aboutir à des résultats concrets en ce qui concerne les trois catégories différentes de droits : droits inhérents à la personne humaine en tant que telle, droits politiques et droits économiques, sociaux et culturels, qu'en rédigeant trois pactes distincts prévoyant des mesures

36) Ibid., Troisième Commission, 318ème séance, paragraphe 17.

37) Ibid., 298ème séance, paragraphe 6.

de mise en oeuvre différentes et n'ayant pas tous le même caractère obligatoire ³⁸⁾.

62. On peut citer certaines déclarations faites par des représentants qui semblent indiquer une relation entre l'assistance technique et le développement des droits économiques, sociaux et culturels.

63. Le représentant de la Belgique au Comité social du Conseil, à sa onzième session, a soutenu que la réserve que manifeste actuellement l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les droits économiques et sociaux n'est guère compréhensible à un moment où l'Organisation fait preuve d'une audace certaine dans le domaine économique (plein emploi et assistance technique) (E/AC.7/SR.151, page 8).

64. Le représentant des Etats-Unis à la douzième session du Conseil a déclaré que les Etats-Unis ont été les premiers à reconnaître le droit à un niveau de vie convenable ; toutefois, ce n'est pas par des mesures législatives qu'on peut remédier à la famine mais uniquement par des mesures positives destinées à relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés ³⁹⁾.

65. Le représentant du Venezuela à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a déclaré que les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés sont des problèmes chroniques et permanents. Ils ne peuvent pas être résolus au moyen d'un pacte traitant de certains droits économiques et sociaux, mais bien plutôt en favorisant la création de conditions de vie meilleures dans les régions insuffisamment développées grâce à la coopération internationale. Agir autrement aboutirait soit à établir un instrument juridique qui resterait lettre morte, soit à mettre de nombreux Etats dans une situation telle qu'il leur serait impossible d'accepter les pactes ⁴⁰⁾.

66. D'autres opinions, sans suggérer nettement une préférence pour l'adoption de mesures de mise en oeuvre indépendantes en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, peuvent être interprétées comme exprimant certains doutes au sujet de l'opportunité qu'il y aurait à prévoir les mêmes

38) Ibid., 291ème séance, paragraphe 44.

39) Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, douzième session, 439ème séance, paragraphe 56.

40) Comptes rendus officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Troisième Commission, 298ème séance, paragraphe 44.

mesures de mise en oeuvre pour les droits économiques, sociaux et culturels et pour les droits civils et politiques.

67. Le représentant de l'Australie à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, parlant de la question du droit de pétition, a déclaré que, pour que le Comité des droits de l'homme fonctionne de façon satisfaisante, il ne faudrait pas qu'il reçoive des appels adressés à la légère, surtout si le Pacte doit comprendre des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels ⁴¹⁾.

68. Le représentant de l'Inde au Comité social du Conseil, à sa onzième session, a fait remarquer que la matière des articles 1 à 18 du Pacte et les mesures d'exécution prévues dans la Partie III sont étroitement liées de sorte que, si des droits économiques et sociaux sont inclus dans le Pacte, il faudra aussi reviser les mesures d'exécution (E/AC.7/SR.151, page 13). La représentante de l'Inde à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a déclaré que les dix-huit premiers articles du projet de Pacte se rapportent à des droits contre la violation desquels il existe des remèdes juridiques et sur lesquels l'accord est unanime. En revanche, a-t-elle ajouté, il n'existe aucun remède juridique direct contre la violation des droits économiques et sociaux, ni aucun moyen de les protéger et de les faire respecter. Leur efficacité dépend plutôt de la mesure dans laquelle les gouvernements font honneur à leurs obligations ⁴²⁾.

69. Le représentant du Mexique à la Troisième Commission a fait observer que les décisions antérieures de la Commission, déclarant les dix-huit premiers articles du Pacte insuffisants et demandant l'insertion dans le Pacte des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, empêchaient de déterminer pour le moment si les mesures de mise en oeuvre étaient suffisantes puisque la Commission ne pouvait pas savoir quelles seraient les dispositions à mettre en oeuvre ⁴³⁾.

41) Ibid., 301ème séance, paragraphe 5.

42) Ibid., 299ème séance, paragraphe 12.

43) Ibid., 314ème séance, paragraphe 40.

70. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique au Comité social du Conseil, à la onzième session, a soutenu que ce serait une erreur d'inclure les droits économiques et sociaux dans le Pacte parce que, entre autres raisons, la mise en oeuvre des dispositions concernant les droits économiques et sociaux serait encore plus difficile que celle des dispositions relatives aux droits civils et politiques et qu'il n'existait même pas d'entente parfaite sur ces derniers. Le représentant des Etats-Unis, ainsi que d'autres représentants, a souligné l'importance du rôle des institutions spécialisées dans la protection des droits économiques, sociaux et culturels (E/AC.7/SR.151, page 4). La représentante des Etats-Unis à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a attiré l'attention sur le fait que les activités de l'Organisation mondiale de la santé, considérées dans leur ensemble, constituent implicitement une reconnaissance du droit aux soins médicaux ; elle a ajouté qu'on pourrait s'inspirer de cet exemple pour étudier les méthodes qu'il conviendrait d'employer pour d'autres domaines des droits économiques et sociaux ⁴⁴⁾.

71. Le représentant de la Yougoslavie à la Troisième Commission de l'Assemblée générale a reconnu que la question de la mise en oeuvre des droits économiques et sociaux soulèvera de très grosses difficultés. Toutefois, a-t-il ajouté, il faut faire l'effort nécessaire ⁴⁵⁾.

44) Ibid., 297ème séance, paragraphe 18.

45) Ibid., 298ème séance, paragraphe 19.